



## Réalisation d'alvéoles verticales d'entreposage de matières fissiles (AVEN) et de racks unitaires d'entreposage, pour l'installation MAGENTA

### PROJET DE MARCHE N° B23-04002-HI

ENTRE :

**Le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives**, Etablissement public de Recherche à caractère Scientifique, Technique et Industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> – immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019,

représenté par **Madame/Monsieur XXXX**, agissant en qualité de XXXX

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET :

La société \_\_\_\_\_, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de \_\_\_\_\_, sous le numéro \_\_\_\_\_, dont le siège social est situé à \_\_\_\_\_,

représentée par **Madame/Monsieur** \_\_\_\_\_, agissant en qualité de \_\_\_\_\_,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIVIT :

---

CEA  
Centre de Cadarache – DSTG/SMA – Bâtiment 122  
13108 Saint Paul Lez Durance Cedex  
T. +(33) 04.42.25.20.76  
Etablissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019

Département de Support Technique et Gestion  
Service des Marchés et Achats

# SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET .....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - ETENDUE DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES .....	4
ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION .....	5
ARTICLE 6 - RECEPTION ET GARANTIE .....	6
ARTICLE 7 - MONTANT.....	7
ARTICLE 8 - REVISION DE PRIX.....	7
ARTICLE 9 - CONDITIONS DE FACTURATION ET REGIME FISCAL .....	8
ARTICLE 10 - REMISE DE LIVRABLES DOCUMENTAIRES ET DELAIS.....	11
ARTICLE 11 - SURVEILLANCE ET CONTROLE SUR LE LIEU DE FABRICATION - EMBALLAGE – TRANSPORT - LIVRAISONS ET CONFORMITE .....	12
ARTICLE 12 - REUNIONS.....	15
ARTICLE 13 - INTERLOCUTEURS .....	16
ARTICLE 14 - ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE.....	17
ARTICLE 15 - PENALITES.....	17
ARTICLE 16 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	18
ARTICLE 17 - CONFLIT D'INTERET.....	18
ARTICLE 18 - CONFIDENTIALITE.....	18
ARTICLE 19 - MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE MATERIELS PAR LE CEA .....	18
ARTICLE 20 - MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE FICHIERS OU PROGRAMMES INFORMATIQUES APPARTENANT AU CEA.....	19
ARTICLE 21 - QUALITE / SECURITE / SURETE / ENVIRONNEMENT.....	19
ARTICLE 22 - SOUS-TRAITANCE.....	20
ARTICLE 23 - GESTION DES DÉCHETS.....	20
ARTICLE 24 - JURIDICTION COMPETENTE.....	21
ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL .....	22
ANNEXE 2 - PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIEES .....	25
ANNEXE 3 – DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF).....	27

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	2/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

## ARTICLE 1 - OBJET

### 1.1 Dispositions générales

Le présent marché, ci-après dénommé « le Marché », a pour objet de définir les conditions suivant lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation (fabrication, contrôle, livraison) d'alvéoles verticales d'entreposage de matières fissiles (dites AVEN) et de racks unitaires d'entreposage, pour l'installation nucléaire de base (INB) n°169 MAGENTA.

### 1.2 Etendue des prestations

Les prestations se composent d'une part forfaitaire telle que définie à l'article 3 infra.

### 1.3 Unité bénéficiaire

Cette prestation est réalisée pour le compte de l'Unité Réacteurs et Matières Cadarache (URMC) de la Direction des projets de Démantèlement, de Service nucléaire et de gestion des Déchets (DDSD) du CEA.

## ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du Marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité – Sûreté nucléaire – Radioprotection du Marché et leurs annexes (référentiels correspondants),
- le dossier de consultation du CEA référencé B23-04002-HI, incluant notamment le Cahier des Charges référencé DES-DDSD-URMC-SMET-LEM-INB-169 – CDC 043 Indice 1 du 08/08/2023 et l'ensemble des documents techniques de référence qui y sont mentionnés, les compléments éventuels apportés par le CEA au cours de la procédure de passation, et les questions complémentaires éventuelles du CEA,
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le Centre du CEA Cadarache, dont le règlement intérieur du CEA Cadarache dans sa version en vigueur,
- la Procédure d'Entrée et sortie de Matériel du centre de Cadarache référencée DEN/CAD/DIR/PR 026,
- les Conditions Générales d'Achat (**CGA**) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),
- le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des Entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc...).
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée [REDACTED], en date du [REDACTED], et les réponses aux questions complémentaires éventuelles du CEA.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Les pièces contractuelles et les documents remis par le CEA au Titulaire, en cours de procédure, à la notification du Marché ou en cours de son exécution, doivent être vérifiés par ce dernier. Le Titulaire ne doit pas engager une opération quelle qu'elle soit à partir d'un document qui lui est remis et qui n'est pas déclaré « applicable » par le CEA.

En complément des dispositions du §3.1 du Cahier des Charges, le Titulaire est tenu de signaler par écrit au CEA, que ce soit au stade de la consultation ou pendant le déroulement du Marché, avant toute exécution des

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	3/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

études, puis des fabrications, toute erreur ou omission et de proposer éventuellement les modifications ou adaptations qu'il juge nécessaires d'apporter à ces pièces et documents pour assurer la parfaite exécution du Marché. Une fois l'exécution des études, puis des fabrications concernées commencée, le Titulaire est réputé ne pas avoir d'observation.

### ARTICLE 3 - ETENDUE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du Marché sont réalisées conformément aux dispositions du Cahier des Charges visé à l'article 2 supra et de l'ensemble des documents CEA précités, ainsi qu'aux prescriptions des textes et normes en vigueur.

Le Marché est structuré en une part forfaitaire, décomposée en 2 postes techniques fermes, eux-mêmes décomposés en missions, comme suit :

- Poste 1 : Etudes, fabrication, contrôle et livraison de 81 AVEN.
  - Mission 1 : Réalisation des études d'exécution et des documents de fabrications relatifs aux AVEN, et fabrication, contrôle et livraison d'une pré-série de 4 AVEN, dont :
    - Mission 1-1 : Réalisation des études d'exécution et fourniture du dossier de fabrication (plans d'exécution des AVEN, documents de fabrication).
    - Mission 1-2 : Fabrication d'une présérie de 4 AVEN et validation du procédé de fabrication et de contrôle de la série.
  - Mission 2 : Fabrication, contrôle et livraison de 77 AVEN en séries.
    - Mission 2-1 : Fabrication / contrôle de 77 AVEN en 2 séries (2 séries : 1 de 39, puis 1 de 38).
- Poste 2 : Etudes, fabrication, contrôle et livraison de 68 racks d'entreposage.
  - Mission 3 : Etudes, fabrication, contrôle et livraison d'une série de 68 racks, dont :
    - Mission 3-1 : Réalisation des études d'exécution et fourniture du dossier de fabrication (plans d'exécution des racks unitaires, documents de fabrication).
    - Mission 3-2 : Fabrication d'une série de 68 racks.

### ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

#### 4.1 Obligations du Titulaire

##### 4.1.1 Obligation de résultat

Les prestations objet du Marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA notamment quant à leur bon fonctionnement dans les conditions requises conformément aux dispositions du §3.1 du Cahier des Charges. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation du Marché, conformément aux dispositions de l'article 39 des CGA du CEA.

Le Titulaire du Marché, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins et fonctionnalités et des contraintes et exigences exprimées par le CEA dans LES documents contractuels.

##### 4.1.2 Obligation générale de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du Marché, au devoir de conseil et d'information, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décelé des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution du Marché, à lui suggérer

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	4/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

les démarches ou solutions utiles au complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

## **4.2 Obligations du CEA**

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du Marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du Marché.

## **ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

### **5.1 Lieu d'exécution**

Les prestations, objet du Marché, sont exécutées dans les locaux du Titulaire, et sur le site du CEA/Cadarache dans l'INB n° 169, bâtiment 802, pour les opérations de livraison et de réception.

### **5.2 Connaissance des lieux et de l'environnement**

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du Marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

### **5.3 Moyens mis en œuvre par le Titulaire**

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des consommables ayant trait à l'exécution des prestations même lorsque cette exécution s'effectue dans les locaux du CEA.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du Marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du Marché.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité.

### **5.4 Personnel du Titulaire**

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 du Marché.

### **5.5 Audits**

Dans le cadre du Marché, le CEA se réserve la possibilité de déclencher des audits à tout moment et sur tout ou partie du périmètre du Marché.

Le Titulaire s'engage à coopérer et à tout mettre en œuvre pour permettre l'accessibilité du CEA (ou d'un tiers mandaté par ce dernier) aux informations utiles ou nécessaires à l'audit.

En cas de refus de se soumettre à un audit ou de coopération insuffisante du Titulaire, le CEA notifie par lettre recommandée avec avis de réception l'obligation de respecter les engagements contractuels. Le Titulaire

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	5/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

dispose alors d'un délai de quinze jours calendaires pour se mettre en conformité. Après mise en demeure infructueuse, le Titulaire sera redevable d'une pénalité définie à l'article « Pénalités » infra.

Ces dispositions s'étendent également aux audits réalisés en dehors du périmètre du Marché, mais pour lesquels la coopération du Titulaire est requise.

A l'issue de l'audit, le CEA notifie au Titulaire les manquements éventuellement constatés aux obligations contractuelles. Le CEA communique au Titulaire le délai maximum pour mettre en place les mesures correctives à ses frais. Par défaut ce délai est de 30 jours calendaires cependant il peut être réduit notamment lorsque le manquement concerne la protection d'informations classifiées. A défaut de mise en conformité dans le délai défini, le Titulaire sera redevable d'une pénalité définie à l'article « Pénalités » infra et le CEA se réserve le droit de procéder à la résiliation de plein droit du Marché.

## 5.6 Points d'arrêt

Conformément aux dispositions des §5.2.3 et 5.2.5 du Cahier des Charges, durant le déroulement du Marché, le CEA procèdera à des points d'arrêt préalablement au lancement des missions 2 et 3-2 du Cahier des Charges, soit respectivement la fabrication en série des AVEN, et la fabrication des 68 racks unitaires par le Titulaire.

Lors de ces points d'arrêt, en cas de constatation par le CEA ou ses représentants, d'une situation démontrant l'existence d'un risque avéré de non atteinte d'une performance ou de non-respect d'une exigence, le Titulaire doit reprendre dans les plus brefs délais, l'ensemble des prestations nécessaires permettant de revenir à un déroulement du projet dans des conditions garantes de l'atteinte des performances/exigences, le cas échéant, fournir un plan d'actions, dans le cadre de son forfait et sans aucune rémunération supplémentaire ou relâchement d'exigences de délai sur le planning du Marché.

Les points d'arrêt sont notamment les suivants :

- conformément aux dispositions des §5.1.1 et 5.2.3 du Cahier des Charges : Point d'arrêt après la remise du dossier de qualification / fabrication de la pré-série de 4 AVEN jusqu'au prononcé du passage de jalon associé par le CEA.

- conformément aux dispositions du §5.2.5 du Cahier des Charges : Point d'arrêt après la remise des études d'exécution et fourniture du dossier de fabrication des racks jusqu'au prononcé du passage de jalon associé par le CEA.

En outre, conformément aux dispositions du §6.1.3 du Cahier des Charges et dans les modalités visées audit article, en application de l'article 2.2.2.1 de l'arrêté du 7/02/12 modifié, le CEA effectuera périodiquement des visites de surveillance et pourra exiger des points d'arrêt supplémentaires, sans que cela ne puisse affecter d'une quelconque manière le prix forfaitaire du Marché ou justifier d'un quelconque relâchement d'exigences de délai sur le planning du Marché.

## ARTICLE 6 - RECEPTION ET GARANTIE

### 6.1 Réception

En complément des dispositions du chapitre 11 des CGA, il est expressément stipulé que la réception du Marché s'effectue à l'issue :

- des opérations préalables à la réception, dans les conditions prévues par le chapitre 11 des CGA,
  - de l'acceptation par le CEA, de la totalité des documents exigés et produits par le Titulaire, au titre du Marché, toutes non conformités et réserves ayant été levées,
- et, dans les conditions précisées au Cahier des Charges, notamment au §4.1, en particulier après :
- essais et contrôles usine des équipements déclarés satisfaisants par constat signé sans réserves par le CEA sur la base des contrôles, tests et qualifications acceptés par le CEA,
  - livraison complète des équipements sur site du CEA sous réserve de leur conformité aux exigences spécifiées dans le Cahier des Charges,
  - essais et contrôle (physique et documentaires) sur site des équipements déclarés satisfaisants par constat signé sans réserves par le CEA,

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	6/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

- acceptation sans réserve par le CEA du dossier final validé par les organismes certificateurs et de l'ensemble des livrables,
- levée de toute réserve et reprise des dossiers en cas d'écart ou de manquement constaté eu égard aux exigences spécifiées dans le Cahier des Charges,
- restitution des éléments remis par le CEA conformément aux stipulations de l'article 10.4 infra.

La réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties. En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du Marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

Le transfert de propriété des équipements a lieu à la date de la signature du procès-verbal de réception. La réception du Marché constitue le démarrage de la période de garantie.

## 6.2 Garantie

Les dispositions du chapitre 11 des CGA sont applicables.

## ARTICLE 7 - MONTANT

### 7.1 Montant total du Marché

Le montant des prestations, objet du Marché, est plafonné à la somme forfaitaire et révisable de H.T. ( EUROS HORS TAXES) dont le détail figure en annexe 3. Ce montant se décompose comme suit :

- Poste 1 : Etudes, fabrication, contrôle et livraison de 81 AVEN XXX € HT, dont :
  - Mission 1 : Réalisation des études d'exécution et des documents de fabrications relatifs aux AVEN, et fabrication, contrôle et livraison d'une pré-série de 4 AVEN XXX € HT
  - Mission 2 : Fabrication, contrôle et livraison de 77 AVEN en séries XXX € HT
- Poste 2 : Etudes, fabrication, contrôle et livraison de 68 racks d'entreposage XXX € HT

### 7.2 Contenu des prix

Les prix mentionnés ci-dessus sont forfaitaires. En conséquence, ils s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés de réalisation rencontrées par le Titulaire lors de l'exécution des prestations. Ils comprennent l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement, les frais de documentation nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

### 7.3 Caractère des prix

Le montant du marché visé à l'article 7.1 a un caractère révisable et les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de décembre 2023 (mois de remise de l'offre).

## ARTICLE 8 - REVISION DE PRIX

Les montants fixés à l'article 7.1 supra sont révisables pour la part approvisionnements seulement, au regard de la durée d'exécution du marché supérieure à 3 mois et du recours à une part importante de matières

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	7/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	



premières dont le prix est directement et substantiellement affecté par les fluctuations des cours mondiaux (art.R.2112-14 du Code de la Commande Publique).

La part approvisionnements des montants de l'article 7.1 sera révisable aux termes de paiement associés prévus à l'article 9.1 du Marché.

Le Titulaire transmet par écrit au Service Marchés et Achats du CEA/Cadarache une proposition de calcul de la formule, arrondi au millième inférieur, valable pour le terme de paiement concerné et basée sur l'application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times (0,15 + 0,85 (010536479_n / 010536479_0))$$

Dans laquelle :

- ☐  $P_n$  = Prix de la part approvisionnements révisé (produit de la formule)
- ☐  $P_0$  = prix initial de la part approvisionnements du marché au mois de décembre 2023
- ☐ 0105364790 = valeur de l'indice « Produits en aciers inoxydables avec NI  $\geq 2,5\%$  » pour le mois de décembre 2023 (mois de remise de l'offre), paraissant au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment,
- ☐ 010536479 $_n$  = valeur de l'indice du mois considéré, à la date du terme de paiement concerné.

Toutefois, si la date contractuelle du terme de paiement défini par le marché n'est pas respectée, il convient de retenir :

- la valeur à la date du terme de paiement correspondant à la révision telle que prévue au marché, même si un retard a été constaté, celui-ci étant de la responsabilité du Titulaire ;
- la valeur à la date réelle à laquelle les prestations ont été réalisées relevant du terme de paiement correspondant si le retard constaté est de la responsabilité du CEA ;
- la valeur de fin de réalisation des prestations correspondant au terme de paiement, si cette date intervient avant la date prévisionnelle.

La révision ne pourra être effective qu'après l'accord écrit du CEA sur proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit sa date de réception. L'application de la formule de révision a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

La révision fera l'objet d'une facturation séparée.

## ARTICLE 9 - CONDITIONS DE FACTURATION ET REGIME FISCAL

### 9.1 Part forfaitaire

Le montant des prestations de la part forfaitaire du Marché sera facturé par le Titulaire, conformément à l'échéancier suivant :

#### 9.1.1 Poste 1 :

Pour la Mission 1 :

- 100% du montant HT de la part approvisionnements de la Mission 1, aux approvisionnements principaux identifiés comme étant la propriété du CEA et éventuellement contrôlés,
- 100% du montant HT de la Mission 1 hors part approvisionnements, à la remise du dossier de qualification / fabrication de la pré-série (BPE), accepté sans réserve par le CEA, et livraison complète et acceptation sans réserve de la pré-série par le CEA (Jalon J2 + 1 mois)

Pour la Mission 2 :

- 100% du montant HT de la part approvisionnements de la Mission 2, aux approvisionnements principaux identifiés comme étant la propriété du CEA et éventuellement contrôlés,

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	8/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	



- 20% du montant HT de la Mission 2 hors part approvisionnements, à la signature du procès-verbal de contrôle sur le lieu de fabrication de la 1<sup>ère</sup> série d'AVEN par le CEA, toutes non conformités et réserves étant levées
- 20% du montant HT de la Mission 2 hors part approvisionnements, à la livraison complète et acceptation sans réserve de la 1<sup>ère</sup> série d'AVEN par le CEA (Jalon J3 + 1 mois)
- 20% du montant HT de la Mission 2 hors part approvisionnements, à la signature du procès-verbal de contrôle sur le lieu de fabrication de la 2<sup>ème</sup> série d'AVEN par le CEA, toutes non conformités et réserves étant levées
- 20% du montant HT de la Mission 2 hors part approvisionnements, à la livraison complète et acceptation sans réserve de la 2<sup>ème</sup> série d'AVEN par le CEA (Jalon J4 + 1 mois)

Le Titulaire reste débiteur de ces termes jusqu'à prononciation de la réception.

- 20% du montant HT de la Mission 2 hors part approvisionnements, à la réception sans réserve du Marché (Jalon J8)

#### 9.1.2 Poste 2 :

- 100% du montant HT de la part approvisionnements du Poste 2, aux approvisionnements principaux identifiés comme étant la propriété du CEA et éventuellement contrôlés,

Le Titulaire reste débiteur de ce terme jusqu'à prononciation de la réception.

- 100% du montant HT du Poste 2 hors part approvisionnements, après livraison complète et acceptation sans réserve des 68 racks d'entreposage par le CEA et réception sans réserve du Marché (Jalon J8)

## 9.2 Modalités de facturation au format électronique [Origine France ou UE]

Toutes les factures émises par le Titulaire au titre du Marché devront porter la référence de ce dernier.

Toutes les factures dématérialisées via le portail de l'État Chorus Pro par le Titulaire au titre du Marché, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 77568501900587
- **Le code service** : CAD-C
- **Le numéro d'engagement CEA** : \_\_\_\_\_ (exemple : 4000191919).

Pour toutes questions lors du dépôt dans Chorus, vous pouvez vous adresser à : [CONTACT\\_DEMAT@cea.fr](mailto:CONTACT_DEMAT@cea.fr)

Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date dépôt conforme dans Chorus.

Pour toutes questions concernant le règlement de vos factures, vous pouvez vous adresser à : [RELANCES@cea.fr](mailto:RELANCES@cea.fr)

Pour les marchés relatifs à des prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

## 9.3 Modalités de facturation [étranger]

### 9.3.1 Modalités de facturation au format papier

Toutes les factures émises par le Titulaire au titre du Marché devront porter la référence de ce dernier ; Elles seront adressées en deux exemplaires au :

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	9/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

**CEA/SACLAY**  
**DFP/DFC/S3C**  
**Comptabilité fournisseurs**  
**Bâtiment 530 – PC 75 -**  
**91191 GIF SUR YVETTE CEDEX**

qui en assurera le règlement à trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, après livraison ou exécution.

Le Titulaire fera figurer le code IBAN et le code SWIFT ou BIC.

N° TVA CEA : FR 43 775 685 019

N° EORI : FR 775 685 019 00405

### 9.3.2 Modalités de facturation au format électronique

Toutes les factures dématérialisées via le portail de l'État Chorus Pro par le Titulaire au titre du Marché, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 775 685 019 00587
- **Le numéro Intra-Communautaire** : **FR43 775 685 019**
- **Le code service** : **CAD-C**
- **Le numéro d'engagement** CEA (exemple : 4000191919).

Pour toutes questions lors du dépôt dans Chorus, vous pouvez vous adresser à : [CONTACT\\_DEMAT@cea.fr](mailto:CONTACT_DEMAT@cea.fr)

Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date dépôt conforme dans Chorus.

Pour toutes questions concernant le règlement de vos factures, vous pouvez vous adresser à : [RELANCES@cea.fr](mailto:RELANCES@cea.fr)

Pour les marchés relatifs à des prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

## 9.4 Régime fiscal

Le Marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1er janvier 2023, seront soumis à TVA.

*Le CEA bénéficie d'un contingent d'achats en franchise de TVA dans les conditions prévues par l'article 275-1 du CGI. Dès lors que les achats de biens auxquels procède le CEA auprès de la société [à compléter : dénomination sociale du cocontractant] en application du Marché sont destinés à faire l'objet d'une livraison intra-communautaire ou d'une exportation par le CEA, ces achats seront effectués en franchise de TVA. A ce titre, le CEA délivrera une attestation d'achats en franchise à la société [à compléter : dénomination sociale du cocontractant].*

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	10/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

## ARTICLE 10 - REMISE DE LIVRABLES DOCUMENTAIRES ET DELAIS

### 10.1 Livrables et délais d'exécution

T0 étant la date de la réunion d'enclenchement du Marché, le Titulaire s'engage à remettre les livrables et effectuer les prestations dans le respect des jalons suivants :

Jalon	Délai	Livrables / Prestations
J0	Sous 2 semaines maximum après la notification du Marché	Réunion d'enclenchement de la prestation
J1	J0 + x mois au plus tard	Remise du dossier de plans et de fabrication des AVEN (BPE)
J2	J0 + x mois au plus tard	Remise du dossier de qualification / fabrication de la présérie de 4 AVEN (BPE) + fabrication 68 racks*
J3	J0 + x mois au plus tard	Livraison de la 1ère série d'AVEN (39° ex.)
J4	J0 + x mois au plus tard	Livraison de la 2ème série d'AVEN (38 ex.)
J7	J0 + x mois au plus tard	Fourniture du dossier final
J8	J0 + x mois au plus tard	Réception sans réserve du Marché

\*y compris leur livraison telle que visée à l'article 3.2.2 du Cahier des Charges.

Il est de convention expresse que :

- les dossiers de synthèse de la qualité (DSQ) de chaque série seront livrés en même temps que les équipements de la série concernée,
- les jalons de livraison documentaires (soit J1, J2 et J7) s'entendent BPE conformément aux dispositions du §4.2 du Cahier des Charges, imposant en conséquence une remise anticipée des éléments constitutifs du dossier en version BPO (2 semaines avant *a minima*, soit dix (10) jours ouvrés) pour respecter ces jalons.

### 10.2 Validation des livrables

Le Titulaire soumet les livrables à la validation du CEA dans les modalités fixées au §6.2 du Cahier des Charges. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Conformément aux dispositions du §6.2.1 du Cahier des Charges, le CEA dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables. Il est de convention expresse que pour les DSQ, le CEA disposera d'un délai d'un (1) mois après livraison des équipements associés pour faire part de son accord ou ses remarques éventuelles conformément aux dispositions du §4.1 du Cahier des Charges.

En cas de remarques, le Titulaire prend en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Il est de convention expresse que la prise en compte des réserves du CEA ne peut différer la date de remise des dossiers complets, ni justifier une remise en cause du ou des délais sur lesquels le Titulaire s'est engagé dans le cadre du Marché. En outre, le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	11/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

### 10.3 Format et support des livrables

Conformément aux dispositions du Cahier des Charges (§6.2.2 en particulier), tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA, et en particulier :

Pour ce qui concerne :

- Les traitements de texte : format WORD® et PDF,
- Les plans : AUTO-CAD® version 2008 au minimum / SolidWorks,
- Les plannings : MS-PROJECT®.

Les documents seront remis au CEA en version informatique, et en version papier conformément aux exigences du Cahier des Charges.

### 10.4 Documents CEA

En complément des dispositions du §7.1 du Cahier des Charges, il est précisé que les éléments (documents, prototypes et/ou tout autre bien) remis au Titulaire par le CEA dans le cadre du Marché doivent être restitués au CEA sous la forme dans laquelle ils lui ont été remis (papier ou informatique) à l'échéance du Marché ou, en cas de dénonciation du Marché par l'une ou l'autre des Parties, à la date de la prise d'effet de cette dénonciation. Ils restent la propriété du CEA. Ils sont exclusivement réservés à l'usage du Marché. Ils ne peuvent être ni reproduits, ni utilisés à d'autres fins sans l'autorisation expresse préalable et écrite du CEA.

La restitution de l'ensemble de ces éléments est une condition de la prononciation de la réception par le CEA.

## **ARTICLE 11 - SURVEILLANCE ET CONTROLE SUR LE LIEU DE FABRICATION - EMBALLAGE – TRANSPORT - LIVRAISONS ET CONFORMITE**

### 11.1 Dispositions générales

En complément des dispositions de l'article 20 des CGA, il est précisé que le Titulaire conserve l'entière responsabilité des équipements et matériels associés jusqu'à la réception du Marché prononcée par le CEA ou tout représentant dûment mandaté par lui.

Les équipements et matériels, sont emballés, aux frais, risques et périls du Titulaire qui doit prendre toutes informations sur les moyens de communication et de déchargement ainsi que toutes sujétions en découlant ; il fait son affaire de toutes formalités et autorisations administratives nécessaires.

Les modalités de l'expédition et du transport sont fixées dans les documents applicables.

Le poids de chaque colis et l'emplacement de l'élingage doivent être indiqués sur tous les colis lourds.

L'incoterm retenu est DAP – CEA Cadarache, Saint Paul lez Durance - Incoterms® ICC 2020.

### 11.2 Surveillance et contrôle sur le lieu de fabrication

Conformément aux dispositions du §6.1.3 du Cahier des Charges, pendant la durée du Marché, le CEA se réserve le droit de procéder, ou de faire procéder par telles personnes de son choix, par tous moyens appropriés, à la vérification technique des matériaux, matériels, fabrications et fournitures ainsi qu'à la surveillance de l'avancement et au contrôle de l'exécution du Marché dans les usines et ateliers du Titulaire, dans ceux des fournisseurs de ce dernier, ou dans un laboratoire de son choix, sans que ce droit diminue en quoi que ce soit la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît, au cours des vérifications, que tout ou partie des matériaux, matériels, fabrications et fournitures, de l'organisation, du corpus documentaire, etc. n'est pas conforme aux spécifications du Marché, notamment en ce qui concerne les dispositions relatives à l'assurance de la qualité et aux normes de sûreté et sécurité en vigueur, elle peut être refusée par le CEA et doit être remplacée par le Titulaire. Les fabrications qui ne seront pas exécutées conformément aux règles de l'art ou aux spécifications techniques définies par le Marché sont suspendues par demande du CEA.

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	12/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Le Titulaire et ses sous-traitants doivent assurer aux représentants dûment mandatés du CEA le libre accès dans les usines et ateliers pendant les heures de travail et leur donner toutes facilités pour leur permettre d'exercer leur contrôle. Il appartient au Titulaire de prévoir le même droit d'accès et de contrôle en faveur du CEA dans ses sous-traités.

Sont à la charge du Titulaire les frais relatifs aux échantillonnages, contrôles, analyses, essais prévus au Marché ou usuels dans la profession, ou requis par tout organisme réglementaire.

En complément des dispositions de l'article 5.2.2 du Cahier des Charges, le détail des essais et contrôles techniques envisagés par le Titulaire sera proposé au CEA, pour validation, modification et complément si nécessaire par le CEA, un (1) mois au plus tard avant la date prévisionnelle des essais et contrôles sur le lieu de fabrication.

Une fois finalisés et acceptés sans réserve par le CEA, le Titulaire doit prévenir le CEA au moins dix jours ouvrés à l'avance des examens et essais prévus chez lui, ou chez les sous-traitants, et d'une manière générale de tout examen ou essai des équipements.

Le Titulaire fait parvenir au CEA les procès-verbaux des examens et des essais effectués, que le CEA ait été ou non représenté lors de ces contrôles, dans les temps impartis pour le respect des jalons contractuels.

Les délais normalement nécessaires aux opérations de contrôle ne peuvent être invoqués par le Titulaire comme cause de retard dans l'exécution de ses obligations contractuelles.

En outre, le contrôle réalisé par le CEA ne dégage en rien la responsabilité du Titulaire quant à la qualité et la conformité du matériel à l'ensemble des textes en vigueur, notamment en matière de santé et de sécurité au travail, à l'obligation de fournir les certificats correspondants et plus généralement sa responsabilité au titre des obligations contractuelles.

Il ne pourra être procédé à la livraison des équipements avant la levée de toutes les réserves éventuellement mentionnées sur le procès-verbal ou avant l'accord explicite du CEA.

### 11.3 Emballage

Les équipements et matériels associés, notamment les racks simplifiés de transport en acier exigés par le CEA au §5.1.4 du Cahier des Charges sont emballés sous la responsabilité du Titulaire.

De manière complémentaire aux dispositions du §5.1.4 du Cahier des Charges, il est précisé que l'emballage et l'étiquetage doivent assurer une information et une protection efficaces, tant au point de vue manutention que conservation, jusqu'à destination finale et être conformes à tous règlements et normes, en particulier pour les produits chimiques et les matières dangereuses telles que les matières radioactives. Il est pourvu d'un marquage en langue française propre à assurer la sécurité du matériel pendant sa manutention et son transport jusqu'à destination finale.

Les dégâts occasionnés par un emballage défectueux, insuffisant ou mal adapté, sont entièrement à la charge du Titulaire.

Les emballages de transport, portent la référence lisible du Marché et comportent obligatoirement toutes les marques et inscriptions utiles (notamment la date d'expédition, l'adresse de l'expéditeur et du destinataire de la livraison) ou réglementairement imposées.

Les emballages consignés sont restitués aux frais et risques du Titulaire.

### 11.4 Transport - Livraisons

Les livraisons sont soumises à l'accord préalable et écrit du CEA, étant entendu que la livraison interviendra après acceptation des essais et contrôles en usine par le CEA.

Dans le cas d'équipements particuliers, par exemple, de transport ou de montage fabriqués spécialement comme les racks de transport visés au §5.1.4 du Cahier des Charges, ceux-ci restent la propriété du CEA après complet paiement du prix.

Le Titulaire ne doit procéder à aucune expédition sans s'être au préalable mis d'accord avec le CEA sur la date prévue pour le commencement des expéditions et il doit remettre en temps utile au CEA :

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	13/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

- Un état des colis qui, par leur nature, leur volume ou leur poids, présentent des difficultés de transport ou de manutention,
- Les fiches de sécurité des produits chimiques,
- Les certificats de conformité des matériels,
- Le calendrier des expéditions arrêté en accord avec le CEA.

Dans le cas d'expédition d'équipements et de matériels, lourds ou très volumineux, le Titulaire est tenu de s'assurer auprès du CEA que le site est en état de recevoir ces éléments et il doit lui adresser un préavis écrit d'expédition.

Le Titulaire supporte les conséquences financières d'une expédition effectuée sans accord ou préavis.

Les bordereaux d'expédition sont adressés en double exemplaire par le Titulaire et mentionnent obligatoirement :

- La référence du Marché
- La destination de la livraison
- La date d'expédition
- La nomenclature détaillée des articles avec le nombre de colis, les poids bruts et nets
- La dénomination sociale du Titulaire
- La référence des pièces et/ou des plans correspondants
- L'indication des produits et matériels dangereux

Sauf dispositions particulières convenues par les Parties, les bordereaux d'expédition doivent être envoyés en temps voulu pour arriver à destination avant le matériel livré.

Le Titulaire est seul chargé, au moment de l'expédition, d'assurer le contrôle quantitatif des matériels et équipements et, pendant le transport, de faire toutes réserves utiles auprès des transporteurs en cas d'avarie, de manquement, de retard ou d'erreur d'adresse.

Le Titulaire fait son affaire, sous sa responsabilité, des manutentions et des transports sur le site du CEA Cadarache. Les frais dus à l'immobilisation prolongée des moyens de transport par suite d'un retard de déchargement dû au Titulaire sont à la charge de ce dernier.

Les lieux et conditions de livraison et de stockage des équipements, et matériels sont définis dans les documents applicables de l'article 2, en particulier aux §6.4.6 et 7.4 du Cahier des Charges.

#### Fourniture en provenance de France et UE

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, à l'emballage, à l'assurance et au déchargement sur le site de Cadarache.

#### Fourniture en provenance d'un pays hors UE livré à CAD après dédouanement

Les opérations de dédouanement étant confiées au transitaire en douane du CEA, le Titulaire effectue la livraison selon les conditions suivantes :

DAP – Société Setcargo international, 13016 Marseille - Incoterms® ICC 2020

Conformément à l'article 25.7 des Conditions Générales d'Achats (CGA) du CEA, en raison de son activité, le CEA peut bénéficier d'une franchise des droits de douane applicable à l'importation des instruments et appareils scientifiques et pièces de rechange dans les conditions du règlement (CE) 1186/2009 et du Bulletin Officiel des Douanes n° 6558 du 26 juillet 2002.

A cet effet, le Titulaire s'engage à fournir, en temps utile, les documents nécessaires au dépôt par le CEA, son représentant en douane habilité (transitaire) ou celui du Titulaire, de la demande de franchise de droits de douane.

Concernant les biens objets du Marché, le Titulaire s'oblige à indiquer sur les documents commerciaux (facture...) leur numéro de nomenclature douanière, leur origine douanière ainsi que le pays de dernière provenance.

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	14/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Le Titulaire informe le CEA, au moins un mois avant la date d'arrivée effective des marchandises, afin que celui-ci puisse instruire la demande de franchise avant le dépôt de la déclaration d'importation. A défaut, le montant des droits de douane indûment payés par le CEA est supporté par le Titulaire.

### 11.5 Documents à remettre à la livraison

Le Titulaire remet au CEA, à la livraison des équipements le dossier de synthèse de la qualité (DSQ) de la réalisation associée, et toute la documentation constructeur afférente : certificat de conformité CE, notice de fonctionnement, notice d'utilisation avec plans et schémas électriques, manuel de maintenance, notice d'entretien, et instructions de sécurité et tous documents mentionnés dans la spécification technique en langues française et anglaise.

A défaut il est fait application de l'article 35 des CGA.

### 11.6 Conformité

Le matériel devra répondre à toutes les normes en vigueur et être conforme aux définitions et prescriptions techniques ainsi que de qualité annoncées par le Titulaire.

Le Titulaire fera figurer sur les emballages du matériel de manière très apparente toutes les instructions utiles sur les précautions particulières à prendre en matière de manipulation, de stockage et de sécurité.

Tout matériel sera accompagné de sa documentation technique complète et détaillée en langue française et comportant, en particulier, les prescriptions et consignes d'installation et de mise en service.

### 11.7 Essais

Il est fait application de l'article 32 des CGA.

Le Titulaire affecte aux essais sur le site, le personnel qualifié et les moyens appropriés pour en assurer la bonne exécution, le contrôle et les essais de bon fonctionnement.

A l'issue de ces opérations, il est procédé à la réception du Marché dans les modalités fixées à l'article 6.1 supra.

## ARTICLE 12 - REUNIONS

### 12.1 Dispositions générales

Pour suivre l'exécution du Marché, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA ou du Titulaire, voire par visioconférence, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

### 12.2 Réunions

Les réunions relatives au Marché sont précisées au §6.1 du Cahier des Charges, et comprennent :

- une réunion d'enclenchement, sous 2 semaines maximum après la notification du Marché conformément aux dispositions du §4.2 du Cahier des Charges,

Il est de convention expresse qu'outre les points prévus au §6.1.1 du Cahier des Charges, cette réunion donnera également lieu à la présentation par le Titulaire, des actions à réaliser visant à limiter les impacts environnementaux de la prestation, et à celles relevant des conditions d'exécution socialement responsables proposées par le Titulaire dans son offre,

- des réunions de suivi mensuelles a minima, conformément aux dispositions du §6.1.2 du Cahier des Charges,

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	15/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	



Ces réunions donneront également lieu au suivi des actions visant à limiter les impacts environnementaux de la prestation, et au suivi des actions relevant des conditions d'exécution socialement responsables proposées par le Titulaire dans son offre.

- et une réunion de clôture conformément aux dispositions du §6.1.1 du Cahier des Charges.

### 12.3 Réunions spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordres technique, commercial ou contractuel, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaires, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

### 12.4 Compte-rendu

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai de 8 jours calendaires suivant la date de réunion conformément aux dispositions de §6.1.1 et 6.1.2 du Cahier des Charges.

Après acceptation formelle ou tacite (pour les réunions de suivi) du CEA, ce compte-rendu est diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas un compte-rendu non accepté ne peut faire l'objet d'une diffusion.

## ARTICLE 13 - INTERLOCUTEURS

Dans le cadre de l'exécution du Marché, les Parties désignent comme interlocuteurs les personnes suivantes :

Pour le CEA :

**Affaire suivie techniquement par :**

Mme Béatrice CHVEDER-GNANA  
Chef de Projet  
DES/DDSD/URMC  
☎ : 04.42.25.23.64  
Email : beatrice.chveder-gnana@cea.fr

**Affaire suivie commercialement par :**

Mme Hélène IMBERT  
Service des Marchés et Achats  
☎ : 04.42.25.37.14  
Email : helene.imbert@cea.fr

M. Samuel BAYSE  
Chef de l'INB 169 (MAGENTA)  
DES/DDSD/URMC  
☎ : 04.42.25.21.78  
Email : samuel.bayse@cea.fr

Pour le Titulaire : (à compléter)

Mme/M.

Tél :

Email :

Au cas où l'interlocuteur du Titulaire ou un des intervenants serait remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée de deux (2) semaines sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations et aux différentes modalités administratives internes au CEA.

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	16/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

## ARTICLE 14 - ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

### 14.1 Entrée en vigueur

Par dérogation aux dispositions de l'article 5.1 des CGA, le Marché prend effet à la date de la réunion d'enclenchement (T0), qui se tiendra, conformément aux stipulations de l'article 12.2 supra sous 2 semaines maximum après la notification du Marché.

### 14.2 Durée

Le Titulaire s'engage en particulier à respecter le délai de .....mois au plus à compter de T0 pour la réalisation du Marché, et à respecter les jalons fixés à l'article 10.1 supra.

## ARTICLE 15 - PENALITES

Nonobstant les pénalités applicables au titre des CGA, notamment prévues à l'article 24, les pénalités ci-après s'appliquent au Marché.

### 15.1 Pénalités pour retard d'exécution

Si le Titulaire ne réalise pas la prestation dans les délais prévus à l'article 10.1 supra, au Cahier des Charges et au Marché, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 2/1000 (DEUX POUR MILLE) du montant total hors taxes du Marché par jour de calendrier de retard constaté à compter de la date contractuelle.

### 15.2 Pénalités en cas d'écarts vis-à-vis des engagements relatifs au respect de l'environnement, à ceux relevant des conditions d'exécution socialement responsables ou en cas de non-respect des consignes en matière d'évacuation de déchets conventionnels

En cas d'absence de tenue et/ou non-respect par le Titulaire des mesures environnementales spécifiques au Marché, d'absence de tenue et/ou non-respect des engagements relevant des conditions d'exécution socialement responsables, ou en cas de non-respect des dispositions de l'article « gestion des déchets », une pénalité forfaitaire de 500 € HT (*cinq cent euros hors taxes*) sera appliquée pour chaque constat d'écart observé.

### 15.3 Autres pénalités

Par ailleurs, en dehors des hypothèses susvisées, toutes les fois où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure, et dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA peut lui appliquer une pénalité de 400 euros (*quatre cents euros*) par jour calendaire de retard.

### 15.4 Modalités d'application des pénalités et plafond

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du Marché, pour les pénalités de retard,

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	17/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

- leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du Marché. Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la décision de résiliation,
- elles n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

## **ARTICLE 16 - PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Les droits de propriété intellectuelle qui pourraient naître à l'occasion de l'exécution du Marché sont régis par les dispositions de l'article 12 des CGA.

Chaque Partie demeure propriétaire de ses Connaissances Propres.

## **ARTICLE 17 - CONFLIT D'INTERET**

De manière qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêt à l'occasion de l'exécution du Marché, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA si, à l'occasion de l'exécution du Marché, il se trouve en situation de pouvoir influencer sur les conditions dans lesquelles une société avec laquelle il entretient des liens soumissionnerait, obtiendrait ou exécuterait un marché portant sur des prestations qui entreraient, directement ou indirectement, dans le champ d'un ou plusieurs projets ou interviendrait en sous-traitance d'un tel marché.

Après examen de la situation ainsi créée, le CEA, soit donnera au Titulaire son accord pour la poursuite des prestations, soit déliera le Titulaire des engagements nés du Marché en ce qui concerne les prestations concernées et négociera avec lui la moins-value résultant de la non-exécution des prestations.

Si la sous-traitance est autorisée, le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants se conforment, en ce qui concerne leur propre autonomie, aux dispositions de la présente clause relative au conflit d'intérêt et à écarter tout sous-traitant d'un groupe de tâches pour lequel ledit sous-traitant se trouverait en situation potentielle de conflit d'intérêt.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du Marché à ses torts, sans formalités judiciaires et sans préavis par le CEA, sans préjudice de tous dommages et intérêts au bénéfice du CEA.

## **ARTICLE 18 - CONFIDENTIALITE**

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

## **ARTICLE 19 - MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE MATERIELS PAR LE CEA**

En complément des dispositions de l'article 19 des CGA applicable au Marché, pour les matériels mis à disposition du Titulaire par le CEA, le responsable du Titulaire vérifie, avant leur utilisation, qu'ils sont en bon état, adaptés au travail à réaliser et que ses salariés savent et peuvent les utiliser dans des conditions normales de sécurité.

### **19.1 Propriété des matériels**

Les matériels du CEA confiés au Titulaire pour l'exécution du Marché sont la propriété du CEA. Les sous-traitants éventuels du Titulaire devront être acceptés par le CEA pour pouvoir les utiliser. Ces matériels ne pourront être employés à d'autres usages qu'après accord préalable et écrit du CEA.

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	18/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Ces matériels seront entreposés de telle sorte qu'ils puissent être identifiés sans contestation possible.

## **19.2 Etat des lieux – Inventaire**

Avant le début de la prestation, un inventaire des matériels, produits et équipements (appelés de manière générique « matériel » ci-après) mis à la disposition du Titulaire par le CEA sera établi contradictoirement. Une vérification de l'inventaire sera réalisée en fin de Marché.

Le Titulaire est responsable de la garde et de l'emploi du matériel mis à sa disposition. Toute disparition ou dégradation du matériel dépassant l'usure normale, ou en cas d'utilisation non conforme par le Titulaire du matériel mis à sa disposition, le CEA se réserve le droit de demander réparation au Titulaire, soit en remplaçant aux frais de ce dernier le matériel ayant subi des dégradations anormales, soit en remettant en état le matériel. Le Titulaire ne pourra pas se prévaloir de ces cas pour se décharger de sa responsabilité et du non-respect de ses prestations.

Toute interruption du Marché, quelle qu'en soit la cause, entraîne de facto une restitution immédiate au CEA du matériel mis à la disposition du Titulaire sans que ce dernier ne puisse élever une quelconque réclamation à ce titre.

## **ARTICLE 20 - MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE FICHIERS OU PROGRAMMES INFORMATIQUES APPARTENANT AU CEA**

Dans le cadre des prestations confiées au Titulaire et pour leur bonne exécution, le CEA peut être amené à mettre à disposition du Titulaire des fichiers informatiques de données, des programmes informatiques, sous quelque forme que ce soit (codes-sources, codes-objets, codes exécutables) tels que la documentation visée au §7.1 du Cahier des Charges.

Il est de convention expresse que le CEA est et reste propriétaire des fichiers ou programmes mis à disposition du Titulaire. Les données contenues dans ces fichiers ou programmes ne peuvent être exploitées par le Titulaire que pour les besoins des prestations qui lui sont confiées. Toute autre diffusion ou exploitation, sous quelque forme que ce soit, lui est interdite. De même, il lui est interdit d'effectuer des copies de ces fichiers ou programmes.

En conséquence, le Titulaire doit s'obliger à prendre toutes mesures tendant à assurer le secret le plus absolu sur les données communiquées. Il ne peut communiquer tout ou partie de ces données qu'aux membres de son personnel appelé à travailler pour les prestations considérées. A l'issue des prestations, le Titulaire devra restituer sans délai les fichiers ou programmes au CEA.

## **ARTICLE 21 - QUALITE / SECURITE / SURETE / ENVIRONNEMENT**

Les prestations, objet du Marché, sont réalisées suivant les exigences fixées par le CEA pour la sécurité et par les normes en vigueur ISO 9001 et ISO 14001 pour la qualité et l'environnement.

Le Titulaire applique le système d'assurance de la qualité décrit dans son plan d'assurance de la qualité de manière à permettre l'application des dispositions de l'arrêté du 7 février 2012 fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base depuis la phase de conception jusqu'au démantèlement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	19/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du Marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

## **ARTICLE 22 - SOUS-TRAITANCE**

Toute opération de sous-traitance est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.

Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l'ensemble des obligations et des spécifications du Marché relatives aux travaux sous-traités.

Les contrats de sous-traitance ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des résultats ou des ouvrages de la présente commande.

Après signature par les Parties et avant le commencement des travaux sous-traités, une copie du contrat de sous-traitance pourra être demandée par le CEA. La sous-traitance totale est interdite.

## **ARTICLE 23 - GESTION DES DÉCHETS**

### **23.1 Tri des déchets**

Il est rappelé que la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les prestations, objet du Marché, est de la responsabilité du CEA en tant que producteur de déchets et du Titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du Marché. Toutefois, le Titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

À ce titre, le Titulaire se doit de procéder au tri des déchets valorisables issus du chantier dont il a la charge pour le compte du CEA (métal, bois, plastique, verre).

Le non-respect de cette exigence fera l'objet d'une pénalité prévue à l'article « Pénalités » supra.

### **23.2 Evacuation des déchets**

Il est rappelé que quel que soit le mode d'évacuation adopté (apport volontaire sur la déposante, évacuation directe hors du centre) et la nature du déchet (métallique, plastique, inerte, verre, bois, enrobés, déchets industriels en mélange, etc.) le Titulaire devra systématiquement transiter :

- par le bâtiment 300 pour un contrôle radiologique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR),
- par le bâtiment 785 pour effectuer une pesée au pont bascule et faire enregistrer la fiche de production de déchets dûment signée par le producteur (chargée d'affaires de l'installation au CEA) ainsi que par le SPR. Dans le cas d'une évacuation directe, la fiche de production sera complétée du bordereau de suivi de déchets dûment renseigné conformément aux dispositions définies dans les consignes.

Le Titulaire devra respecter la procédure d'évacuation référencée STL NTE DECH DO 083 du 02/02/2021

Le non-respect de ces exigences fera l'objet d'une non-conformité précisée dans une fiche d'écart suivie de l'application de pénalités selon l'article dédié supra.

D'une manière générale, il sera rappelé au Titulaire à l'enclenchement des prestations les exigences principales en matière de gestion des déchets sur le centre de Cadarache.

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	20/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

## ARTICLE 24 - JURIDICTION COMPETENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au Marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Marseille.



Fait en deux exemplaires originaux :

Pour le CEA :	Signature :    Date :
Pour le Titulaire :	Signature :    Date :

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	21/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

## **ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL**

En complément des dispositions prévues aux Conditions Générales d'Achat (CGA) et/ou du Règlement intérieur (Titre III) précités à l'article 2 « documents applicables », le Titulaire est responsable de l'application à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du Marché :

- de l'ensemble de la législation et réglementation sociales (hygiène et sécurité, radioprotection, dosimétrie, travail dissimulé...), notamment, du code du travail et du code de la santé publique,
- des instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site,
- des instructions particulières aux installations où sont exécutées les prestations.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de respecter et de faire respecter par son personnel :

### **1. La législation et la réglementation relatives à l'hygiène et la sécurité du travail issues du code du travail, et notamment :**

- les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail) ;
- les prescriptions particulières de sécurité et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (articles L.4531-1 et suivants et R.4532-2 et suivants du code du travail) ;
- l'interdiction de faire appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire pour la réalisation de travaux à risques particuliers.

Au titre de ces dispositions, le Titulaire veillera, notamment, à définir une organisation en matière de sécurité et désignera un correspondant sécurité qui sera l'interlocuteur de l'Ingénieur Sécurité de l'Installation du CEA.

### **2. La législation et la réglementation relatives à la radioprotection dont :**

Les dispositions du code de la santé publique ainsi que les dispositions relatives, notamment, à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants et leurs modalités pratiques d'application par :

- la surveillance médicale des personnels et la tenue et la mise à jour des documents prévus par la réglementation ;
- la formation aux risques radiologiques répondant aux exigences du décret n° 2003-296 : formation CEFRI option centre de recherches ou équivalent (programme, durée de formation...) ;
- le classement du personnel dans la catégorie requise ;
- l'assistance de l'unité chargée d'assurer la protection contre les rayonnements. En particulier, le Titulaire communique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR, pour tout nouvel arrivant devant intervenir en zone surveillée ou contrôlée, les doses efficaces et résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle sur une période de 12 mois glissants ;
- la mise en œuvre des obligations particulières en matière de dosimétrie et d'utilisation d'appareils et d'équipements de protection individuelle ;
- la certification répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités ;
- le respect des règles générales de radioprotection en vigueur sur le Centre de Cadarache ainsi que les prescriptions de radioprotection décrites dans les Dossiers d'Intervention en Milieu Radioactif (DIMR) et dans les documents des installations relatifs aux travaux à réaliser.

Le Titulaire est tenu de fournir à son personnel des appareils, équipements de protection individuelle et instruments de mesure de l'exposition individuelle (notamment : masques de protection des voies respiratoires, tenues de protection, dosimètres) et de procéder à leur entretien et à leur contrôle annuel.

Les EPVR (Equipements de Protection des Voies Respiratoires) fournis par le Titulaire à ses salariés devront répondre aux exigences des normes NF EN136 et EN14387.

Le Titulaire devra s'assurer de l'adéquation des EPVR aux risques mentionnés au plan de prévention établi entre les parties.

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	22/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	



Ces EPVR devront être équipés d'une cartouche filtrante neuve adaptée aux risques présents sur l'(les) installation (s) conformément au Plan de Prévention. Les EPVR ne pourront sortir du périmètre des installations du centre de Cadarache qu'après contrôle tracé du Service de Protection contre les Rayonnement ionisants. Toutes les cartouches filtrantes ne pourront en aucun cas sortir des installations du Centre de Cadarache. Toutes cartouches utilisées (opercule ouvert) devront être mises dans la filière des déchets nucléaires (à minima TFA) sur l'installation où elles auront été utilisées.

Les consignes particulières prises sur le Centre de Cadarache en application du décret n°2003-296 (codifié aux articles R.4451-1 et suivants du code du travail) autorisant le chef d'établissement à adopter des mesures en matière de radioprotection, prévoient, notamment, des plafonds en matière d'exposition individuelle aux rayonnements ionisants, l'utilisation du système CARD pour le suivi de la dosimétrie opérationnelle du personnel affecté à des travaux sous rayonnements ou intervenant en zone contrôlée, l'utilisation si nécessaire d'EPVR filtrants (Equipements de Protection des Voies Respiratoires), un référentiel des durées d'intervention en tenue de protection et des recommandations pour l'évaluation de la situation de travail.

En particulier, aux termes de ces consignes :

- la somme des doses efficaces reçues par exposition externe et interne par un travailleur intervenant en zone surveillée ou réglementée ne doit pas dépasser 15 mSv sur douze mois consécutifs ;
- les appareils, équipements de protection et instruments de mesure du Titulaire doivent respecter, en particulier, les conditions suivantes :
  - les dosimètres doivent être compatibles avec le système de suivi de la dosimétrie opérationnelle CARD utilisé par le CEA ;
  - les EPVR filtrants doivent être certifiés CE et avoir été vérifiés selon une méthode normalisée ou validée par le CEA dans l'année qui précède leur utilisation dans les installations du CEA. Une copie des certificats de contrôle devra être remise au CEA ;
  - la durée maximale de port des tenues avec ou sans adduction d'air doit respecter le référentiel établi par le CEA figurant dans le cahier des charges du Marché ou doit être validé par le Service de Santé au Travail du Centre de Cadarache en concertation avec le service de médecine du travail du Titulaire dans le cadre d'une convention signée entre eux.

Le CEA procède directement à la transmission des résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle issus du système CARD par informatique vers la base SISERI de l'IRSN. Le CEA met par ailleurs les résultats de la dosimétrie opérationnelle à la disposition de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) du Titulaire, au travers d'un accès à la borne informatisée de consultation de la base CARD2. Cette disposition permet à la PCR d'assurer le suivi de la dosimétrie opérationnelle des intervenants pour le compte de son entreprise et d'assurer la communication des résultats, sous leur forme nominative, au travailleur concerné, au médecin désigné à cet effet par celui-ci, au médecin du travail dont il relève, et au chef d'établissement, ainsi que les communications prévues par le décret n° 2003-296.

### **3. Respect par le Titulaire du Marché de la réglementation fiscale et sociale**

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du Marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

En outre, conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Le Titulaire doit s'assurer, lors de la conclusion du Marché et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	23/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

#### **4. Les habilitations – les certifications**

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du Marché, les certificats et les habilitations requis pour tous les personnels amenés à intervenir sur le Centre de Cadarache (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, intervention en zone réglementée etc.) et à signaler toute modification des documents intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

#### **5. Les modalités d'accès au Centre**

##### **5.1 La procédure CEA**

L'accueil des personnels du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès au centre CEA listées ci-après :

- Procédure « demande d'accès au centre CEA de Cadarache » référence DEN/CAD/DIR/PR/019,
- Procédure « demande d'accès des travailleurs d'entreprises extérieures » réf. DEN/CAD/DIR/PR/020.

A cette fin et avant le début d'exécution de la prestation objet du Marché, le Titulaire se rapprochera de son correspondant technique contractuel (Unité donneur d'ordre) et lui délivrera toutes les informations lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires pour l'accès des personnels du Titulaire.

Les demandes d'accès obéissent à des régimes différents suivant la durée de la présence sur le Centre de Cadarache telle que prévue au Marché :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre, avec un délai d'anticipation entre la saisie dans l'application informatique HORUS et l'entrée sur le centre des personnels du Titulaire de :

- personnel UE : 7 jours incompressibles,
- personnel non UE : 20 jours ouvrés (délai réduit à 3 jours si le personnel est accompagné d'un agent CEA en permanence et sous réserve de l'obtention d'une dérogation de l'Officier de Sécurité du centre).

##### **Présence de longue durée (supérieure ou égale à 32 jours sur le centre) :**

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre qui dépose auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) une demande de Laissez-Passer Entreprise (LPE), dûment remplie et signée par le Titulaire avec toutes les pièces justificatives requises, suivant le formulaire adapté décrit dans la Procédure CEA précitée.

Dans le cas d'une première demande d'accès sur le Centre de Cadarache, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **deux (2) mois avant le début d'exécution de la prestation.**

Dans le cas où l'Unité donneur d'ordre doit faire travailler le Titulaire avant ce délai de 2 mois, elle devra, après le dépôt du dossier, initier également une demande d'accès pour une présence de courte durée.

Dans le cas d'un renouvellement d'accès, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **quinze (15) jours avant le début d'exécution de la prestation.**

##### **5.2 Les jours de fermeture du Centre de Cadarache**

Le Centre de Cadarache sera fermé aux dates suivantes, pour l'année 2023 : lundi 2 janvier, vendredi 19 mai, jeudi 13 juillet, du lundi 14 août au vendredi 18 août, et du vendredi 22 décembre au vendredi 29 décembre.

Pour les années suivantes, les jours de fermeture pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur commercial CEA.

#### **6. La sous-traitance**

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent également aux sous-traitants du Titulaire, proposés en début de Marché ou en cours d'exécution.

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	24/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

## **ANNEXE 2 - PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIEES**

### **Obligation de confidentialité**

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent contrat n'ont pas vocation à être publics.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au Marché.

### **Gestion des informations du CEA**

L'exécution du présent contrat peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense<sup>1</sup>, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

#### **➤ DIFFUSION ORDINAIRE**

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

#### **➤ DIFFUSION RESTREINTE**

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- l'arrêté du 9 Août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuiciel.

#### **➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés**

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du Marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

---

<sup>1</sup> Les marchés classifiés et sensibles doivent être instruits conformément aux obligations de l'instruction interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	25/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, We Transfer, Google Drive, etc.)		
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

(\*) Accès par mot de passe

### Système d'information

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au Marché.

### Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

### Restitution des informations et supports

A l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent contrat.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

Référence du document	DG/CAD/DSTG/SMA/BELP	B23-04002-HI	4000 / P5H	26/27
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

**ANNEXE 3 – DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF)**

<i>Référence du document</i>	<i>DG/CAD/DSTG/SMA/BELP</i>	<i><b>B23-04002-HI</b></i>	<i><b>4000 / P5H</b></i>	<i>27/27</i>
	<i>EMETTEUR</i>	<i>AFFAIRE</i>	<i>Numéro de Marché</i>	